

STALINE

CONTRE

ISRAËL



Supplément du

B.E.I.P.I.

BULLETIN D'ÉTUDES
ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

30, Rue de Gramont — PARIS-2°

(Bi-mensuel N° 16/28 Février 1953)

STALINE

CONTRE

ISRAËL



Supplément du

B.E.I.P.I.

BULLETIN D'ÉTUDES
ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

30, Rue de Gramont — PARIS-2°

(Bi-mensuel N° 16/28 Février 1953)

Staline contre Israël

D EPUIS cinq ans, l'antisémitisme bat son plein en U.R.S.S. Non pas un antisémitisme élémentaire ou spontané, mais un antisémitisme officiel, un antisémitisme de commande. Cela ressort nettement de toute la presse soviétique. Cependant, pour diverses raisons, presque personne n'y prêtait attention, jusqu'à présent, dans le monde occidental.

Brusquement l'opinion publique a été alertée, en novembre 1952, par un procès antisémitique mis en scène à Prague, suivi de pendants spectaculaires.

Il est vrai qu'on ne connaît personne ayant assisté au lugubre spectacle. On ignore même si les condamnés ont été pendus, à la tchèque, ou supprimés d'une balle dans la nuque, à la russe. Mais à Prague, exécution capitale signifie potence, et un peu d'imagination suffit pour que le *pogrome* soit spectaculaire.

Onze accusés communistes sur quatorze étaient qualifiés de « Juifs » par la presse communiste tchécoslovaque. On a reproduit notamment en France le *fac-simile* de l'acte d'accusation paru dans *Lidova Demokracie* (journal communiste tchèque), du 21 novembre 1952, montrant les noms de Rudolph Slansky, de Geminder, de Frejka, de Reicin, etc., suivis de la mention : *zidovského původu*, signifiant : *d'origine juive*. (Voir par exemple la brochure : *Défendre la Vérité*, n° 55, pp. 16 et 17).

Ensuite, les communistes et leurs amis « progressistes » ont mis l'accent sur le soi-disant *sionisme* de ces accusés, alors que ceux-ci n'ont jamais été sionistes. (Au contraire, ils ont toujours été violemment hostiles au sionisme, comme tous les communistes staliniens). Mais sur le moment, la mise en cause du sionisme et des sionistes permettait de jeter la confusion, de mieux embrouiller les choses. Diver-sion vraiment classique.

Le 13 janvier 1953, nouvel épisode : Moscou annonce à grand bruit l'arrestation d'un « groupe de médecins terroristes » et souligne très intentionnellement que six membres de ce groupe sur neuf sont des Juifs obéissant aux ordres d'une société juive de bienfaisance, le *Joint*, qualifiée de centre d'espionnage pour les besoins de la cause.

Cette fois, l'opinion occidentale bien lasse et sceptique sort un peu de sa torpeur. Elle commence à porter quelque intérêt à ce qui se passe derrière le rideau de fer. Elle se demande : « Qu'est-ce que cela veut dire ? » D'autant plus que les jours suivants, la presse de toutes nuances ne cesse de mentionner des arrestations de Juifs dans tous les pays satellites de l'U.R.S.S., des paniques, un exode, des suicides, comme au temps d'Hitler.

Il devient impossible aux communistes et à leurs amis « progressistes » de dissimuler qu'un immense *pogrome* est en cours partout où les gouvernants obéissent aux ordres de Staline. Or il s'agit de deux millions et demi de vies humaines. La question se pose par conséquent de savoir si les survivants du génocide nazi vont survivre au génocide communiste et « progressiste ».

Cela dépend peut-être de la « conscience universelle » dont Anatole France a dit qu'elle n'existe pas, mais au nom de laquelle il arrive que des hommes et des femmes de bonne volonté s'élèvent avec éloquence contre les grands crimes collectifs et parfois influent sur le cours de l'histoire.

Les communistes ne sont pas sionistes

Les sionistes ne sont pas cosmopolites

Il y a lieu d'abord de dissiper les idées fausses mises en circulation sciemment par les communistes et les « progressistes » au sujet des sionistes et du *Joint*, comme au sujet des Juifs en général.

Les onze condamnés de Prague taxés de judaïsme et de sionisme étaient des communistes invétérés, des communistes staliniens à toute épreuve, placés aux plus hautes fonctions dans leur Parti et dans l'Etat. Il est notoirement impossible d'être à la fois communiste et sioniste. Ce sont des notions incompatibles, de toute évidence.

Les communistes sont, par définition, irréductiblement hostiles au sionisme, leurs principes ayant substitué à la patrie le concept de classe. Nul ne peut appartenir au Parti communiste s'il ne manifeste un antisionisme actif. Jamais Slansky et consorts n'eussent accédé aux postes élevés du communisme tchécoslovaque sans la confiance de Staline, laquelle n'est pas accordée à la légère, surtout pas à des gens qui pourraient être entachés du moindre soupçon de sionisme.

Même les communistes les plus ignorants savent que le sionisme n'est pas toléré en Russie soviétique. Les membres des anciennes organisations sionistes russes, du parti *Poale Zion*, etc., ont tous été fusillés ou déportés, sauf ceux qui ont pu partir à temps. Il ne restait pas un seul sioniste connu comme tel en U.R.S.S. après ces « épurations » sanglantes. Il est donc évident qu'aucun sioniste n'a été, n'a pu être admis dans les rangs communistes des pays satellites.

D'ailleurs il est encore plus évident qu'aucun sioniste ne saurait songer à entrer dans un parti communiste puisque sa raison d'être, en tant que sioniste, est de quitter son pays d'origine pour aller se fixer en terre d'Israël. Les

sionistes d'Europe sont des gens qui veulent s'en aller. Ceux qui ne sont pas partis sont candidats au départ. Ils ne s'intéressent pas, ne peuvent s'intéresser, aux affaires communistes, ils répudient la notion de classe, ils ne s'intéressent qu'à Sion, leur seule et vraie patrie. Ou alors, ils ne seraient pas sionistes.

Slansky et ses camarades pendus n'ont jamais, en matière de sionisme, fait autre chose qu'exécuter strictement les consignes de Moscou. Aussitôt après la guerre, Moscou a permis de mauvaise grâce, en rechignant et en marchandant, l'émigration d'un nombre très limité de Juifs des pays satellites, soit économiquement inutiles (vieillards, malades, infirmes), soit politiquement indésirables (les sionistes, entre autres). Mais Moscou a ensuite interdit toute émigration. Dans les deux cas, les pendus ont obéi aux ordres de Staline.

Tout cela s'est passé dans des conditions réellement sordides. Les « privilégiés » autorisés à partir ont été rançonnés par les communistes, spoliés, dépouillés jusqu'au dénuement. Pour se mettre en route, ils ne pouvaient emporter que quelques sous et quelques hardes. Dans bien des cas, les autorités communistes exigeaient un droit de sortie monstrueux, en dollars (que seules des organisations de secours comme le *Joint* pouvaient payer, dans une certaine mesure).

Ce honteux trafic de chair humaine dont les communistes staliniens se sont rendus coupables n'a pas permis une émigration totale des sionistes convaincus ni des sionistes par nécessité (d'aucuns étant devenus sionistes malgré eux, dans l'impossibilité de vivre sous un régime totalitaire). C'est pourquoi il reste environ 700.000 personnes d'origine juive dans les pays satellites. Si Moscou n'avait pas multiplié les conditions, les empêchements, les obstacles, l'exode eût été presque total. Parmi les gens d'origine juive, c'est-à-dire descendants de parents ou grands-parents d'appartenance judaïque, ne seraient demeurés que ceux

qui n'ont plus rien de commun avec le judaïsme (pour ne pas parler du sionisme).

Car à moins de professer une théorie raciste, il est constant que communisme et judaïsme s'excluent l'un l'autre. Outre l'incompatibilité entre le sionisme et le communisme, il y a une antinomie absolue entre la loi de Staline et la loi de Moïse. Cela tombe sous le sens. L'accusation de judaïsme portée contre qui est étranger à la foi mosaïque ne vaut pas mieux que l'accusation de sionisme contre qui ne rêve pas de s'établir en Canaan.

Une contradiction supplémentaire vient s'ajouter quand Staline accuse de « cosmopolitisme » ses victimes d'*origine* juive. (Et jusqu'à quelle génération faut-il remonter pour établir cette origine ?) Un cosmopolite considère le monde entier comme sa patrie, d'après le Larousse et d'après tous les dictionnaires soviétiques d'avant-guerre. Quand Lamartine s'écrie : « Je suis concitoyen de tout homme qui pense », il fait profession de cosmopolitisme. Alors qu'un sioniste a pour patrie le pays d'Israël. On ne saurait être à la fois cosmopolite et sioniste, pas plus que le cercle n'est carré, pas plus que le sel n'est sucré, pas plus que l'eau n'est sèche.

Etant donc bien prouvé, par des faits et des arguments, que les accusations communistes s'annulent entre elles, il devrait être inutile de disculper le *Joint*. La réputation de cette œuvre admirable de secours, absolument apolitique, toute de désintéressement et de solidarité humaine, est faite heureusement de longue date. Il s'agit d'une société philanthropique, d'ailleurs qui n'a rien de sioniste en principe, uniquement préoccupée d'entr'aide et dont le sionisme *circonstanciel* consiste à faciliter l'immigration en Israël dans le cas où il n'existe pas d'autre voie de salut. Où est le mal ?

Il ne suffit pas que les communistes et leurs auxiliaires « progressistes » accusent n'importe qui de n'importe quoi. Encore faut-il, d'abord, que les accusations soient au moins

plausibles, vraisemblables. Elles ne le sont pas. Le sionisme n'a jamais été un crime, sauf en U.R.S.S. Le cosmopolitisme n'est considéré comme un crime nulle part. Et quand des communistes ayant cessé de plaire sont pendus comme sionistes et cosmopolites qu'ils n'ont jamais pu être, on se demande ce qui subsiste des accusations portées contre eux, sinon « l'origine juive », donc le péché originel, comme sous Hitler.

Que des communistes s'entretuent, cela les regarde. Mais s'il est question de sionisme, de cosmopolitisme, de judaïsme et du *Joint*, cela regarde le monde extérieur au communisme, dès l'instant où sont en jeu de très nombreuses vies humaines. Et chacun est en droit de chercher à comprendre.

Or, on ne comprend pas. Puisque les sionistes, soit de l'Europe centrale et orientale, soit de l'Union Soviétique, veulent aller ailleurs, qu'ils s'en aillent, qu'on les laisse partir : pourquoi les en empêcher, pourquoi les retenir de force ? Est-ce pour leur imputer à crime ensuite de se trouver là où ils ne voudraient pas être ? Et s'ils ne sont pas sionistes, pourquoi des griefs imaginaires ? Et s'ils sont sionistes, pourquoi les traiter de cosmopolites ? Et s'ils ne sont ni les uns ni les autres, s'ils sont seulement « d'origine juive », c'est donc d'antisémitisme raciste, zoologique, qu'il s'agit dans ces histoires incompréhensibles.

Alors seulement on commence à comprendre. Quand un pouvoir tout-puissant explique ce qui va mal en disant que c'est la faute aux Juifs, à cause de leur « origine », et alors même que les prétendus Juifs n'en sont pas et n'en peuvent mais, cela réveille de sinistres réminiscences. Et les vraies questions se posent, auxquelles les communistes et leurs complices « progressistes » refusent de répondre. Refus qui est l'aveu implicite de quelque chose d'inavouable.

Car si M. Pablo Picasso, M. Joliot-Curie, M. Hadamard et tant d'autres, avaient des raisons à mettre en avant pour justifier l'antisémitisme de Staline, les moyens ne leur man-

queraient pas de les faire entendre. Mais ils se taisent obstinément, de même que leurs « compagnons de route », M. Jean-Paul Sartre, M. Jean Wahl, M. Domenach et autres Georges Besson. Leur silence hypocrite est un silence de mort et ce sont deux millions d'innocents et plus qui vont mourir.

Les médecins ne sont pas terroristes, ni sionistes, ni cosmopolites

Le communiqué de Moscou du 13 janvier 1953 et l'article de la *Pravda*, même date, affirment que le « groupe de médecins terroristes » dont l'arrestation est annoncée avait pour but « d'abréger la vie des militants actifs de l'U.R. S.S. ». Six sur neuf de ces médecins sont *d'origine juive*, pour adopter la terminologie communiste.

Ces « bêtes féroces à face humaine » exerçaient une « activité criminelle de terreur et de sabotage » au moyen de « l'emploi contre-indiqué de médicaments ». Ce seraient « d'ignobles dégénérés qui se sont vendus aux ennemis de l'Union Soviétique », des « mercenaires méprisables qui se sont vendus pour des dollars et des livres sterling ».

La *Pravda* écrit : « Ils avaient été recrutés par une filiale des services d'espionnage américains, l'organisation nationaliste bourgeoise juive internationale *Joint*. » Et elle ajoute que « le sale visage de cette organisation sioniste d'espionnage, qui couvrait sa vile activité sous le masque de la bienfaisance, a été entièrement dévoilé ».

Il paraît que « les camarades A. Jdanov et A. Chtcherbakov sont tombés victimes de cette bande de bêtes féroces à face humaine » qui « établissaient des diagnostics inexacts, puis causaient la mort des malades par des traitements contre-indiqués ». Trois maréchaux, un général et un amiral dont les noms sont donnés ont survécu à ces diagnostics et aux « médicaments très actifs ».

Là encore, on voudrait comprendre. (Sans plus parler du *Joint* qui n'est pas une organisation sioniste et, bien entendu, n'a rien à voir avec aucun espionnage).

Quelles sont les autorités médicales qui certifient inexacts les diagnostics, contre-indiqués les traitements et trop actifs les médicaments ? Moscou se garde d'en rien dire. Cependant, des autorités politiques ou policières ne sont pas des autorités médicales. Nul n'est tenu de les croire sur parole, surtout quand on sait que les communistes insultent et calomnient par principe tous ceux qui, à leur avis, doivent disparaître.

Le Monde du 15 janvier 1953 rappelle que trois médecins « terroristes » avaient signé le rapport sur la mort de Jdanov : Egorov, Vinogradov et Maïorov. Aucun d'eux n'est même d'origine juive et ne saurait avoir rien de commun avec l'innocent sionisme, ni avec l'inoffensif *Joint*.

Ces médecins ont également signé le certificat de décès de Dimitrov, mort le 2 juillet 1949, poursuit *Le Monde*. Le professeur Egorov a signé en outre le communiqué relatif à la mort du maréchal Tchoibalsan, président de la République de Mongolie, le 28 janvier 1952. Les professeurs Grinstein et Vinogradov, enfin, ont soigné le déserteur M. Thorez (*Humanité-Dimanche* du 28 novembre 1950).

Or M. Thorez n'est pas mort, dit-on, et tous les organes communistes, de Paris à Moscou, ont proclamé l'excellence des soins dont il a bénéficié, soi-disant uniques au monde. Le maréchal Tchoibalsan est mort mais ne figure pas sur la liste des victimes. Quant à Dimitrov, les communistes ont toujours repoussé avec indignation la moindre suspicion relative à sa fin, et il n'est pas mentionné non plus au tableau de chasse des « terroristes ».

M. Alexander Werth, journaliste anglais stalinien, tombé en disgrâce depuis le procès de Prague, écrit au *Monde* (20 janvier 1953) que Chtcherbakov « était considéré à Moscou comme incurable et complètement fini », pendant la guerre. Il rapporte que Jdanov, très malade du

cœur, se soignait à la nitroglycérine (c'est-à-dire à la *trinitrine*), d'après une personnalité soviétique « fort connue » et qu'en Pologne, lors de sa mort, le bruit courait parmi les communistes que le gouvernement soviétique l'aurait fait « liquider ».

Il est à remarquer qu'à chaque décès de haut personnage soviétique, comme celui de Jdanov, la première hypothèse qui se présente à l'esprit *des communistes* est que Staline a « liquidé » encore un camarade. Cela en dit long sur la confiance mutuelle qui règne dans ces milieux. En tout cas, les médecins n'y sont pour rien, ni les Juifs, ni le sionisme, ni le *Joint*, ni l'Amérique.

Les médecins mis en cause, les professeurs V. N. Vinogradov, Egorov, Vovsi, B. Kogan, A. Feldman, A. Grinstein, Etinger, les docteurs Maïorov et Cohen sont accusés de crimes inimaginables, comme leurs confrères le professeur D. D. Pletniev et le docteur L. G. Levine, condamnés lors du procès Boukharine en mars 1938. Ils étaient au faîte de leur carrière et jouissaient de tous les honneurs et privilèges de leur rang, en tant que médecins du Kremlin, du Politburo, des maréchaux. Ils ne pouvaient plus rien envier à personne.

Et ils auraient tué systématiquement leurs malades ? Une fois de plus, on demande à comprendre. Chacun sait que l'U.R.S.S. est monolithique et forte d'une unanimité de cent pour cent. Tous les communistes le disent depuis trente ans, les « progressistes » le répètent, leurs « compagnons de route » le confirment. Il n'y a aucun motif de mécontentement au « pays du socialisme », les voyageurs nantis d'un « visa pour Moscou » l'attestent, mille publications font écho aux cris d'amour qui montent vers Staline.

Si MM. Vinogradov et consorts faisaient exception en secret à la règle d'unanimité, « que faut-il penser d'un pays où les plus grands médecins assassinent les dignitaires de l'Etat ? » interroge avec raison M. Raymond Aron dans *Le Figaro* (17 janvier 1953). Et dans le même journal,

M. Roger Massip avait fait observer le 14 janvier : « Ou bien nous sommes en présence d'aliénés mentaux, ou bien de gens qui, bien qu'occupant des situations privilégiées dans le régime, ont considéré que ce régime n'en était pas moins détestable et qu'il fallait le décapiter, le détruire. »

D'ailleurs on ne saurait décapiter un pareil régime, où foisonnent les élites, où pour un Jdanov perdu surgiraient cent Jdanov trouvés. Les médecins du Kremlin le savent mieux que personne. Plus on l'examine, moins l'affaire semble intelligible.

Mais l'accusation précise que ces « bêtes féroces à face humaine » sont des « mercenaires méprisables qui se sont vendus pour des dollars et des livres sterling ». Dans ce cas, il n'est donc plus question de sionisme. Des mercenaires qui se vendent pour de l'argent ne sont pas des sionistes agissant par nationalisme. Quant aux dollars et aux livres sterling, à quoi serviraient-ils en U.R.S.S. ? Ils sont peut-être échangeables au marché noir, mais contre des roubles. Et des roubles, les plus éminents médecins de Moscou en reçoivent à ne savoir qu'en faire. Ce sont les communistes eux-mêmes qui n'ont cessé de le dire et de l'écrire.

Les témoignages abondent de médecins communistes français sur leurs congénères soviétiques, sur la médecine la plus progressive du monde. Depuis des années, le docteur Jean Dalsace, le docteur Raymond Leibovici, le docteur Gilbert Dreyfus, et nombre de leurs confrères vantent la thérapeutique totalitaire et concentrationnaire. Ils ne tarissent pas d'éloges sur les « réalisations » médicales staliennes. Ils vont jusqu'à penser que le déserteur M. Thorez ne pouvait être convenablement soigné qu'en U.R.S.S. S'ils ont raison, la police soviétique a tort.

Douze médecins communistes ou stalinisants, rappelle *Le Figaro* du 19 janvier, écrivaient de Moscou le 7 septembre 1951 pour la revue *France-U.R.S.S.* leur admiration à l'égard des médecins russes impliqués aujourd'hui dans le « complot ». Il s'agit du professeur Weill-Hallé, de la

doctoresse Weill-Hallé, du docteur G. Bourguignon, du docteur G. Heuyer, du professeur P. Wertheimer, des docteurs R. Moutier, P. Barrois, F. Lamaze, V. Laffitte, H. Descomps, Y. Cachin, L. Wicart.

Ces douze admirateurs de la médecine soviétique ont conté monts et merveilles, à leur retour de l'U.R.S.S., multipliant les interviews, les témoignages, les déclarations orales ou écrites. Ils portaient aux nues le régime totalitaire. Mais avec le sans-gêne qui le caractérise, Staline leur inflige un démenti qualifié : nos plus grands médecins, dit-il, sont de vils assassins. Et qui n'ont pu commettre leurs crimes qu'avec de nombreux complices. Il a bien fallu que toute l'organisation médicale des hautes sphères se prête à leurs manigances. La police n'a rien vu, n'a rien su, dit la *Pravda*, elle a tout laissé faire, et voici des années que cela dure.

Quant aux mobiles des assassins, ils seraient multiples et contradictoires. Le communiqué officiel parle d'espionnage. Mais l'espionnage est une chose, l'assassinat en est une autre. L'espionnage consiste à épier, à surprendre et à transmettre des renseignements secrets ayant trait à la défense nationale. L'assassinat d'hommes politiques et de maréchaux ne procure rien de pareil. Au contraire, des espions dignes de ce nom se gardent d'attirer l'attention par des agissements suspects. Et ce n'est pas dans les cliniques que traînent les secrets militaires.

Le communiqué officiel accuse aussi les médecins de terrorisme. Mais la presse communiste n'a signalé en U.R.S.S. aucune terreur, les touristes gratifiés d'un « visa pour Moscou », comme un certain M. Michel Gordey, certifient que rien n'y trouble la paix et la concorde. Le terrorisme est une action violente et publique d'intimidation ou de représaille exercée contre un pouvoir, à défaut de possibilités d'opposition légale. La condition *sine qua non* du terrorisme est l'identification et la publicité des actes commis pour terroriser, la signature pour ainsi dire. On sait

au nom de quoi ou de qui sont accomplies les violences terroristes constatées de nos jours au Proche-Orient ou en Afrique du Nord, car c'est ce qui leur donne un sens. On savait, dans la Russie d'autrefois, que les bombes explosaient de la part du parti de la *Volonté du Peuple*, qui s'en déclarait responsable. Mais un terrorisme silencieux et anonyme au moyen de drogues ou de piqûres, et que tout le monde ignore, n'a aucun sens et ne terrorise personne.

En résumé, les neuf médecins, qu'ils soient ou non « d'origine juive » comme disent maintenant les communistes staliniens pour indiquer une « tare » originelle et justifier *a priori* une suspicion, ne sont ni n'ont pu être ni assassins, ni sionistes, ni terroristes. Rien n'autorise à les supposer non plus « cosmopolites », selon la nouvelle terminologie antisémite adoptée par les communistes depuis 1948, puisque ce terme ne figure même pas, pour une fois, dans le communiqué officiel. Ce sont les commentateurs communistes qui l'emploient par excès de zèle servile, sans s'apercevoir que c'est contredire ainsi l'accusation de nationalisme et de sionisme.

Le cosmopolitisme n'est pas du sionisme, qui n'est pas de l'assassinat, qui n'est pas de l'espionnage, qui n'est pas du terrorisme. Les « bêtes féroces à face humaine » ne sont donc pas les accusés mais les accusateurs qui ont forgé des accusations insoutenables pour motiver, à leurs fins politiques, de nouveaux sacrifices en vies humaines.

Cinq années d'antisémitisme à propos de cosmopolitisme

L'année 1948 avait marqué le début, non de l'antisémitisme stalinien qui est bien antérieur, mais d'une phase nouvelle de cet antisémitisme à peine camouflé en anti-« cosmopolitisme ». Avec le procès de Prague et l'arrestation des médecins de Moscou, « l'origine juive » et le sionisme servent de nouveaux prétextes et, désormais, une nouvelle phase d'antisémitisme est en cours, presque sans camouflage.

Là où Hitler agissait par conviction, Staline procède surtout par calcul. Là où Hitler proclamait ses intentions, Staline n'explique pas les siennes. Mais les faits se succèdent, inexorables, et caractérisent l'opération de génocide qui est en train de se commettre.

Depuis cinq ans, la chasse aux « cosmopolites » est ouverte en U.R.S.S. et nul n'ignore ce que parler veut dire. Toutes les personnalités dites « d'origine juive » ont été éliminées de l'administration, de la diplomatie, de l'armée, de l'université, des cadres de l'économie. Toutes sauf deux, L. Kaganovitch et L. Mekhlis, restés membres du Comité central du Parti (organe sans influence ni pouvoir), ce qui permet aux staliniens à l'étranger de nier l'évidence dans son ensemble en ergotant sur un détail. Le tour des médecins est venu : il fallait assez de temps pour préparer la relève. Mais la « liquidation » des médecins « d'origine juive », mise ouvertement à l'ordre du jour, annonce des « liquidations » bien plus amples.

Staline, au prénom hébreu biblique de Joseph, et dont le fils se prénomme Jacob, n'admet pas les noms « d'origine juive », même quand ceux qui les ont reçus à leur naissance s'en défont pour se russifier. La presse soviétique a reçu l'ordre de dénoncer, par exemple, « le cosmopolite sans logis Melnikov (Melman) », ou « les activités

impudentes de Iakovlev (Holzman) », et ainsi de suite. Il est donc faux que les communistes staliniens veuillent favoriser ou accélérer l'*assimilation*, comme le disent en toute ignorance, en Occident, des écrivains juifs éplorés. Au contraire, Staline entend *désassimiler* les gens « d'origine juive » déjà complètement russifiés, afin d'en faire une catégorie soi-disant *inassimilable*, bonne à sacrifier dans les mines et les forêts de Sibérie, et sur les chantiers des travaux forcés.

Des mesures discriminatoires impitoyables, dans le style hitlérien, sont en voie d'exécution depuis cinq ans, par étapes. Le procès de Prague et le prochain procès de Moscou annoncent l'étape finale qui sera la déportation des survivants des pogromes restés derrière le rideau de fer. Autrement dit, un autre immense pogrome, à froid, utilitaire, livrant au M.V.D. plus de deux millions d'individus coupables « d'origine juive ».

Les populations réputées de cette origine et traditionnellement fixées dans les vastes régions des « marches » de la Russie, en Ukraine et dans les pays Baltes, sont déjà déportées en Asie où le climat, l'insalubrité, le dénuement les déciment. Cela ne date pas d'hier mais du lendemain de la guerre.

Les généraux « d'origine juive » qui s'étaient particulièrement bien battus pendant la guerre, une centaine environ, ont été retirés de la circulation. Soixante « Héros de l'Union Soviétique » affligés de la même tare, 63.373 décorés et médaillés pour faits d'armes, également « cosmopolites », sont à l'interdit dans la presse et à l'occasion des commémorations, des anniversaires. Ces chiffres viennent du journal communiste *Einigkeit* du 24 février 1945.

Sur le passeport intérieur des sujets de Staline doit figurer obligatoirement la mention raciale. C'est l'équivalent de l'étoile jaune. Ainsi toutes les institutions savent qui sont les suspects à refouler, les victimes à livrer. Et la mention raciale, « origine juive », ne saurait être inter-

prétée comme signifiant : ne pas confondre avec le sionisme ou le cosmopolitisme. Les intéressés de part et d'autre savent à quoi s'en tenir.

A cet égard, les communistes d'Occident et leurs satellites progressistes essayent d'induire en erreur une opinion publique ébahie devant les dernières manifestations de l'antisémitisme stalinien, plus frappantes que les précédentes. Ils veulent faire croire que l'antisémitisme et l'antisionisme sont choses différentes. *Le Monde* du 29 novembre 1952, toujours empressé à servir Staline, plaide en gros titre : *L'antisionisme n'est pas l'antisémitisme*. Un hebdomadaire de même tendance, *L'Observateur* du 4 décembre 1952, reprend en chœur : « Il est hors de doute que l'antisionisme ne doit pas être confondu avec l'antisémitisme ».

Or le sionisme est hors la loi en U.R.S.S. depuis trente-cinq ans. Ses organisations ont été annihilées, leurs membres supprimés d'une manière ou d'une autre. Il ne saurait donc être question de sionisme dans ces conditions indéniables. « Origine juive » signifie « origine juive », et rien d'autre. La même mention « origine juive » est inscrite devant les noms des onze accusés du procès de Prague. Pour ne pas comprendre, il faut le faire exprès. Si le sionisme a été *en outre* mis en cause à Prague comme auparavant le cosmopolitisme à Moscou, c'est que la technique de dénigrement communiste exige ce genre de confusion calculée, comme la qualification arbitraire de « trotskiste » et de « titiste » appliquée à des gens qui ne sont ni l'un, ni l'autre.

La meilleure preuve en est le traitement barbare infligé à la population « d'origine juive » du Birobidjan. Le Politburo avait éprouvé le besoin de reconnaître, en 1928, la nécessité de créer un « Etat national juif », favorisant ainsi un soi-disant « nationalisme » qu'il devait condamner plus tard. Mais le sionisme n'ayant pas droit de cité en U.R.S.S., cet « Etat national » ne pouvait être la Sion traditionnelle, il fallait un autre territoire, et Staline assigna un petit morceau de Sibérie orientale à cette fin, le plus loin pos-

sible de la civilisation occidentale : ce fut le « rayon administratif » du Birobidjan.

Il s'agissait d'y cantonner 100.000 Juifs en dix ans, et en fin de compte un million. Le rayon fut décrété « région autonome juive » en 1934 et, le 29 août 1936, M. Kalinine l'érigea en « Etat national juif » théorique. En fait, les gens « d'origine juive » ne voulaient pas y aller, ne tenaient nullement à acquérir une nationalité juive dont ils n'avaient que faire. Ils ne désiraient que vivre en paix dans leur pays natal et partager le sort de leurs compatriotes soviétiques. Environ 40.000, selon certaines publications spécialisées, furent néanmoins parqués dans ce lieu sinistre et malsain, par divers procédés de tromperie ou de pression policière, et au moyen de déportations brutales. « Expérience » malheureuse sur des cobayes humains, qui allait mal finir.

Les chiffres exacts du peuplement n'ont jamais été donnés par la statistique soviétique, on n'a que des renseignements partiels et discutables. Mais le résultat seul importe : vingt-cinq ans après la fondation du Birobidjan, le petit « Etat national juif » est anéanti. Tous les dirigeants communistes ont été « liquidés ». La *Grande Encyclopédie Soviétique*, t. 5, en 1950, accorde 13 lignes au Birobidjan, sans la moindre indication relative à la population, alors que la *Petite Encyclopédie Soviétique*, t. 1, en 1933, y consacrait 124 lignes, pleines de promesses. Ce qui décèle la « liquidation » de toute la population « d'origine juive ».

Pour quel crime ? Nul ne l'a jamais su. Staline peut, s'il le veut, se passer de prétexte pour exterminer des catégories entières de gens indésirables. Quand il en invente, c'est à des fins de propagande et de terrorisme gouvernemental. Les récents prétextes de cosmopolitisme, puis de sionisme, indiquent des intentions homicides sur grande échelle, des intentions génocides.

Le signe avant-coureur de ces intentions était visible dès 1948 dans l'article insolite et insolent écrit par

M. Ehrenbourg contre le sionisme, sur ordre du Kremlin (*Pravda* du 21 septembre). L'article répondait sans le dire à l'incident silencieux que rappelle le *London Press Service* du 14 janvier 1953 et qui eut lieu « un après-midi pluvieux de l'année 1948, lorsque le premier ambassadeur israélien, Mme G. Meyerson, s'est installée dans la capitale russe. Devant sa demeure s'était rassemblée une foule de Juifs. Il n'y eut aucune manifestation... Le Kremlin prit bonne note de cet incident et de son éloquence muette. Peu de temps après, on vit disparaître les traces de culture judéo-allemande qui subsistaient en Russie communiste... »

Si Staline avait choisi M. Ehrenbourg comme porte-plume, ce n'était pas sans raison. Il ne lui fallait pas seulement un porte-plume « d'origine juive ». Lors de la conclusion du pacte hitléro-soviétique en 1939, M. Ehrenbourg, pris de panique, se crut en danger à Paris et, cherchant à se désolidariser de Staline, écrivit une lettre niant ou reniant toute accointance avec le bolchévisme et se réclamant... du sionisme. Avec un document pareil dans son dossier, le cosmopolite Ehrenbourg devait faire preuve d'une servilité tout particulièrement servile. Il s'y emploie de son mieux, sans s'épargner pourtant les sueurs froides que l'on imagine.

En attendant que Staline lui administre une des médecines dont il a le secret, le pseudo-sioniste Ehrenbourg joue sur le plan littéraire un rôle parallèle à celui de Kaganovitch sur le plan politique. Tous deux sont là pour attester la grandeur d'âme de Staline qui leur permet de survivre pendant que le M.V.D. arrête, déporte, emprisonne ou fusille la multitude déjà bien réduite des gens « d'origine juive » qui ne sont ni Ehrenbourg, ni Kaganovitch. Cela permet au *Monde* et à l'*Observateur* d'établir entre l'antisémitisme et l'antisionisme leur distingué très distingué que reprend à son compte le *Rassemblement* (22 janvier 1953), lequel ne craint pas d'ajouter :

« Ce curieux complot des médecins, dont rien jusqu'ici ne permet de croire qu'il soit purement inventé... » et d'autres réflexions du même goût, justifiant Staline.

Il y avait en U.R.S.S. un « Comité juif antifasciste » créé pendant la guerre, de connivence avec le gouvernement, se donnant une mission de propagande contre le national-socialisme. Ses deux promoteurs, V. Alter et H. Ehrlich, leaders du *Bund* polonais réfugiés en Russie, hommes éminents et très respectés dans l'Internationale socialiste, furent arrêtés et exécutés par ordre de Staline. Tous ses membres ont été ainsi « liquidés » les uns après les autres. La presse de langue juive, les théâtres, les bibliothèques, les clubs éducatifs encore autorisés jusqu'en 1948, furent « liquidés » de même. Inutile de parler de l'hébreu, interdit de longue date : un Renan soviétique n'aurait pas de chaire d'hébreu à l'Université de Moscou ni de Léninegrad. *Le Monde* et *l'Observateur* appellent cela de l'antisionisme. *Le Rassemblement* parle d'une « apparence antisémite ». C'est en réalité de l'antisémitisme virulent, racial et totalitaire.

Après la suppression du journal communiste juif stalinien *Einigkeit* (20 novembre 1948) et de *Der Stern*, publication non moins stalinienne, la liquidation des éditions *Emes* fut suivie de l'arrestation de tous les écrivains « d'origine juive », excepté deux ou trois Ehrenbourg. Comme aucun grief politique n'a été articulé contre eux, le seul motif possible est celui de la fameuse « origine ». Après les écrivains, ce sont les historiens, les folkloristes, les acteurs qui disparurent dans les prisons et les bagnes. Il ne resta que des médecins, temporairement indispensables, mais désormais en voie de disparition.

Parmi tant de victimes, les noms des plus notoires sont relevés dans des opuscules documentés à des sources irréfutables : *Soviet Russia and the Jews*, by Gregor Aronson (New-York, 1949); *Jews behind the Iron Curtain*, by Emmanuel Patt (New-York, 1949); *La Russie Soviétique et*

les Juifs, par Léon Baratz (Monte-Carlo, 1951); *Le Communisme et les Juifs*, par Gédéon Haganov (Paris, 1951). Il faut mentionner aussi des articles de revues, comme ceux de M. Weinrauch : *Staline épure les écrivains juifs* (dans *Plain Talk*, février 1949); de S. Schwarz : *Nationalisme et Antisémitisme dans l'Union Soviétique* (dans le *Courrier Socialiste* d'avril 1949 et le *New Leader* du 4 juin 1949); de S. Schwarz: *Le nouvel antisémitisme en U.R.S.S.* (dans *Commentary* de juin 1949); d'Eugène Lyons (dans *The Freeman* du 11 décembre 1950). Aucun des avocats de Staline en Occident n'a pu répondre.

Les dates de ces publications, plusieurs de 1949, prouvent bien que l'évidence s'est imposée aussitôt après l'arrivée de Mme G. Meyerson à Moscou et l'article du cosmopolite Ehrenbourg en 1948. Il fallait quelques mois pour que filtrent les informations à travers les censures et les barrages soviétiques. Après cinq ans de chasse aux « sans-logis », aux « sans-passeports », comme Staline les appelle tout en les traitant de « talmudistes », le procès de Prague hier et le procès de Moscou demain annoncent *l'accélération de cette triste histoire*, non l'inauguration d'une politique nouvelle.

On a maintenant l'ouvrage considérable de S. Schwarz: *L'Antisémitisme dans l'Union Soviétique*, en russe et en anglais, mais qui n'a pas trouvé d'éditeur en France. Le silence de la grande presse sur ces questions jusqu'à présent, l'indifférence du public avant les pendaisons de Prague et le roman policier médical de Moscou, l'inertie des organisations juives que la propagande communiste charge des intentions les plus noires et les plus saugrenues, tout a contribué à stimuler Staline dans son entreprise. En France notamment, les brochures de M. Léon Baratz et de M. Gédéon Haganov, de faible tirage, n'ont guère eu d'écho. Des publications spécialisées comme *Evidences* ou la *Terre Retrouvée* ont longtemps participé à la conspiration du silence. (Quant au *Monde* du 15 mai 1951, il a

pris... la défense de Staline, taxant M. Gregor Aronson de « sombre fanatisme »). L'innocent *Joint* américain, loin de mêler l'espionnage à ses missions charitables, subventionne même des œuvres communistes et tolère à Paris des staliniens dans ses services.

Des écrivains « cosmopolites » comme Julien Benda, André Spire, Tristan Tsara, cautionnent obliquement le communisme antisémite. Des avocats « cosmopolites » comme Marcel Willard, Joe Nordman, André Blumel, plaident ses détestables causes. Des universitaires « cosmopolites » comme Jacques Hadamard, Marcel Cohen, Jeanne Lévy, lui prêtent quelque lustre. En compagnie de nombreux autres « cosmopolites » de moindre calibre, ils signent d'innombrables manifestes, pétitions, déclarations conformes aux slogans communistes. Ils contresignent à l'avance comme ils ont contresigné rétrospectivement les condamnations à mort en série prononcées par ordre de Staline.

Déjà, dix médecins « parisiens » dont cinq « cosmopolites » approuvent *a priori* l'exécution prochaine de leurs collègues moscovites (*Figaro* du 28 janvier 1953). Ils ne savent absolument rien de l'affaire, n'ayant lu que le communiqué officiel où l'on ne voit aucun semblant de preuve, aucune présomption plausible, rien de vraisemblable. Néanmoins ils signent le sinistre papier rédigé (par qui ?) sur les instructions du Parti communiste. Et parmi les signataires figurent encore et toujours les « cosmopolites » Jean Dalsace, Raymond Leibovici, Jeanne Lévy, véritables professionnels de la signature *ad usum Stalini*. Ils ne signent pas seulement leur déchéance intellectuelle et morale, par perversion politique, mais quelque chose de plus dont ils sont incapables de se rendre compte. A Moscou et à Prague, d'autres avaient signé la condamnation de leurs congénères avant de périr dans le même opprobre.

L'antisémitisme de Staline avant et pendant la guerre

Il est bien établi, bien prouvé, qu'une ère d'antisémitisme actif a commencé en 1948 sous le couvert de la phraséologie stalinienne dénonçant le « cosmopolitisme ». La presse communiste n'a jamais tenté de réfuter *les faits* mentionnés dans les articles et les brochures dont ci-dessus sont donnés les titres.

Mais Staline n'avait pas attendu cette date pour faire preuve d'hostilité systématique envers les gens « d'origine juive ». Plusieurs auteurs ont déjà cité son article de 1907 à propos de la majorité *russe* chez les bolchéviks et de la majorité *juive* chez les menchéviks, avec sa lourde plaisanterie sur l'opportunité d'un pogrome dans le Parti (texte reproduit au tome 2 de ses *Œuvres complètes*). On l'avait oublié car sous l'autorité de Lénine, de tels écarts de langage n'étaient pas tolérés, après la Révolution.

Seul un soudard inculte comme Boudienny s'est permis une grossièreté antisémite contre l'écrivain I. Babel, alors que Lénine était malade, mais il fut rappelé à l'ordre. La mort de Lénine rendit libre cours aux tendances personnelles refoulées de Staline. L'antisémitisme entra en jeu ouvertement dans les discussions du Parti, les campagnes contre Trotski, Zinoviev et Radek en furent imprégnées. Tous les écrivains qui ont traité de cette crise le rapportent. On en trouve le témoignage aussi dans les mémoires de Trotski publiés avant la guerre (et Trotski répugnait à toute allusion de ce genre). Cela n'a donc pas été écrit pour les besoins de la cause actuelle.

La lutte de Staline contre les diverses oppositions de droite et de gauche eut un caractère antisémite encore plus marqué « à la base » qu'au « sommet » mais l'attention du monde extérieur se concentrait sur les vedettes en ignorant le militant moyen. Néanmoins, il fallut bien

remarquer qu'au procès Zinoviev, il se trouva, sur seize condamnés à mort, douze victimes « d'origine juive ». Cela fit moins de bruit que le procès de Prague parce que la mention « origine juive » ne figurait pas alors sur les actes d'accusation et qu'il n'était pas question de sionisme. Depuis, Staline a pris de l'assurance et cache moins son double jeu.

Mais à l'époque, cherchant à s'entendre avec Hitler, il n'hésitait pas à faire état, par personne interposée, de ses meurtrières répressions antisémitiques. Après les sanglantes « épurations » consécutives aux procès de 1936 à 1938, un journaliste américain ouvertement partisan de Staline télégraphiait de Moscou : « *Staline, en deux ans, a fusillé plus de Juifs que, dans le même laps de temps, il n'en a été tué en Allemagne* ». C'était vrai à cette date. Aucun communiste parmi les « intellectuels » nommés plus haut ne niera que M. Walter Duranty, stalinien avéré, n'a pu s'exprimer ainsi qu'en se conformant à des consignes du Kremlin. D'ailleurs, la phrase a fait le tour du monde, en son temps, et ni la *Pravda*, ni l'*Humanité*, ni aucun journal communiste n'a bronché.

Lors des persécutions racistes de 1933 à 1939 en Allemagne, l'U.R.S.S. fut le seul pays d'Europe à refuser tout droit d'asile aux fugitifs « d'origine juive ». Personne ne peut contester ce fait. La signature du pacte Staline-Hitler décida de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire pour commencer du plus grand pogrome de l'histoire.

La responsabilité de Staline en l'occurrence ne consista pas seulement à rendre libres les mains d'Hitler et à livrer aux bourreaux les millions de Juifs polonais. Le « coup de poignard dans le dos » de la Pologne, donné par Staline, eut pour effet entre autres d'annexer à l'U.R.S.S. quelques 600.000 Juifs que les communistes se mirent à déporter en Sibérie dans des conditions d'inhumanité indescriptibles. Environ 450.000 hommes, femmes et enfants périrent ainsi par ordre de Staline.

Les 150.000 survivants, horrifiés du régime soviétique, écœurés, épuisés, s'enfuirent à l'unanimité en 1946 dès que le rapatriement des Polonais fut autorisé. Leur témoignage a été rapporté en Occident par M. Jacques Pat, secrétaire du Comité Ouvrier Juif en Amérique. On peut en lire le résumé en français dans le *B.E.I.P.I.*, n° 61, du 1^{er} février 1952, sous le titre : *150.000 Juifs polonais ont témoigné sur l'U.R.S.S.*

Joseph Sigelbaum, héros de l'Armée rouge et de la Résistance, plusieurs fois blessé et décoré pour faits d'armes exceptionnels (Ordre de l'Etoile Rouge, Médaille de Moscou, Médaille de Partisan dans la Guerre Patriotique, 1^{re} classe), capitaine à la fin de la guerre après avoir rempli les missions les plus périlleuses, lui dont le père s'est suicidé à Londres et dont la femme et l'enfant ont été assassinés par les nazis, a écrit ce qu'il avait vu et vécu sous le régime de Staline.

Il a vu fraterniser les nazis et les communistes en Pologne. Il a entendu chanter en même temps le *Horst Wessel* et l'*Internationale*. Il a constaté l'antisémitisme soviétique dans l'armée et à l'arrière. Il a rencontré des survivants de ces réfugiés qui ont laissé 450.000 des leurs en Sibérie et en Asie Centrale. Un résumé de ses récits a paru dans *Plain Talk* de mai 1947 et G. Haganov en donne quelque idée dans la brochure (pp. 14 et 15) signalée ci-dessus.

Ce sont là vraiment de ces témoins « qui se font égorger ». Qu'en disent les médecins « parisiens » et « cosmopolites » Jean Dalsace, Raymond Leibovici et Jeanne Lévy, complices zélés de Staline Mains-Rouges ? Ils se taisent en attendant des ordres. De même les avocats, les Willard, les Nordman, les Blumel, prêts à plaider n'importe quoi, et au besoin le contraire. Et M. Jacques Hadamard ? Tous ne demandent qu'un papier du Parti communiste à signer, accusant ces 450.000 victimes de Staline, y compris les enfants en bas âge, d'avoir été à la solde

du *Joint*. Ils sont capables de justifier cette hécatombe en dénonçant comme crimes le « cosmopolitisme » et le « sionisme » dont il n'était encore nullement question à l'époque.

La politique cynique de Staline a pourtant fait beaucoup plus de victimes. Sur une population d'origine juive de 5.000.000 d'individus environ quand Hitler envahit l'U. R. S. S., il s'en trouvait quelque 4.000.000 habitant les régions conquises par la Werhrmacht : les trois quarts ont été impitoyablement massacrés. Dans quelles conditions ?

Un rescapé du terrible pogrome de Kiev, où presque toute la population juive a péri, déclare sans ambages ce qui suit : « Pas une main allemande ne nous a touchés. Les pogromistes étaient tous des disciples de Staline. Les nazis n'ont eu qu'à les diriger. » Tel est le témoignage rapporté par M. Frank dans le *New Leader* (5 janvier 1953).

La tuerie de Kiev ne comporte sans doute pas une règle générale absolue mais les attestations abondent qui prouvent la participation collective des communistes russes et ukrainiens aux pires crimes allemands. Là où la culpabilité de Staline s'avère directe et évidente, c'est dans le fait qu'aucune mesure d'évacuation n'avait été prise, aucun avertissement donné ni aucune facilité ou possibilité de départ, pendant les deux années d'intervalle entre le début de la guerre et l'agression hitlérienne contre l'U. R. S. S. demi-alliée du Reich. Des précautions élémentaires eussent permis de sauver la plupart de ces 3.000.000 de vies humaines.

Après la guerre, Staline accentue l'évolution de la politique officielle dans le sens d'un antisémitisme de plus en plus actif et systématique, tout en exhibant un Kaganovitch sur la scène politique et un Ehrenbourg sur les tréteaux littéraires, double jeu où l'intention est flagrante. Il « épure » l'armée et la diplomatie pour en expulser tous les Juifs d'origine, qu'il élimine aussi des cadres du Parti et des Soviets. Il institue un *numerus clausus* dans l'uni-

versité. Il déporte des vastes régions frontières les indésirables. Il impose l'inscription fatale sur les passeports intérieurs, avant de dénoncer en public les gens « sans-passeport ».

L'expression « sans-passeport » a été acclimatée depuis 1948, concurremment avec « sans-logis », « sans-famille », « sans-racines », « sans-patrie », pour désigner les gens « d'origine juive » en évitant de prononcer le mot tabou. Ainsi les communistes et les pseudo-progressistes à l'étranger pouvaient nier effrontément qu'il s'agissait des Juifs. A rapprocher de l'expression « Juif sans assises nationales » appliquée dans le *Temps* à Trotski par M. André Pierre écrivant en 1940, quand les Allemands occupaient une partie de la France. « Cosmopolite » a servi d'équivalent à « sans-passeport », à « sans-logis », à « sans-assises », à « sans-racines » ou à « sans-attaches » pour ménager une transition jugée nécessaire. Ensuite « sioniste » vient renforcer le vocabulaire. Mais ce sont toujours les gens de même « origine » qui se font tuer. Sauf, jusqu'à nouvel ordre, Kaganovitch et Ehrenbourg qui sont là pour donner le change.

La technique opérative de Staline, lente, patiente, cauteleuse et cruelle se révèle tout au long de la scabreuse entreprise. Les précédentes rafles accomplies pour extirper de l'U.R.S.S. plusieurs petites minorités ethniques, Tchetchènes, Ingouches, Tartares de Crimée, Allemands de la Volga, etc., indiquent le sort désormais réservé à une nouvelle catégorie de victimes désignées, celles d'origine juive. Staline les empêche de partir et les accuse de rester, il leur refuse un passeport (pour l'étranger) et les traite de « sans-passeport », tout en leur imposant un passeport intérieur marqué d'une formule qui signifie : bon à être déporté, l'heure venue. Cette heure a déjà sonné pour plus d'un demi million d'entre elles et l'on sait à quoi il faut s'attendre pour les autres.

Un communiste yougoslave, Milovan Djilas, dont le

témoignage n'est pas suffisamment répandu, a publié dans *Borba* du 14 décembre dernier un article qui corrobore bien ce que savent tous les initiés, sur l'antisémitisme foncier de Staline, et qu'ignore trop le grand public. En voici des extraits essentiels :

« En janvier 1948, j'assistais à un dîner chez Staline, auquel participaient plusieurs dirigeants soviétiques. L'atmosphère était tout autre que jadis, — beaucoup de réticence des deux côtés, beaucoup de sentiments mêlés, non exprimés; des mots lancés au hasard comme des étincelles. Staline me posa alors cette question : « Pourquoi n'y a-t-il pas, en dehors de Pijade, d'autres Juifs dans votre Comité central ? » Je lui expliquai, entre autres choses, quel était chez nous le développement du mouvement communiste. Il se mit à rire d'un rire sarcastique. Avec joie et en toute sympathie, il me traita, et à travers moi les autres communistes yougoslaves, d'antijuif. A ce moment-là j'ai beaucoup discuté en U.R.S.S. sur l'antisémitisme. Un des membres du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. s'est vanté alors que Jdanov avait purgé le C.C. de tous les Juifs. On a découvert par hasard que le chef-adjoint de l'état-major de l'armée soviétique, Antonov, était juif. Ce fait suffit pour mettre un terme à sa brillante carrière. En U.R.S.S., la lutte contre les « cosmopolites apatrides » est en somme une lutte larvée contre les intellectuels juifs. Pendant la guerre, l'antisémitisme se manifestait plus ou moins ouvertement dans l'armée.

.....

« Les Juifs ont disparu de la vie publique en U.R.S.S. Ils sont considérés comme des citoyens de dernière zone. On réserve aujourd'hui le même sort en Europe Orientale à une petite poignée d'hommes appartenant à ce peuple martyr qui a échappé à l'extermination fasciste. De telles méthodes ont été employées, sont et seront employées sans considération du fait que tel Juif est bourgeois ou socialiste.

« Le procès de Prague le prouve de façon indiscutable. Ce procès dévoile, comme c'est le cas d'habitude chez Staline, sous une forme camouflée, la réalité même : une politique antisémite organisée et consciente. Ici, l'antisémitisme se cache derrière la lutte contre le sionisme, l'américanisme, etc., et même derrière la lutte contre l'antisémitisme, tout à fait dans le style des absurdités staliennes qui, d'ailleurs, ne sont absurdes qu'aux yeux des démo-

crates honnêtes et libres, et tout-à-fait normales dans le monde despotique du capitalisme d'Etat et de la bureaucratie. Ce despotisme a réussi à soumettre la société sous un contrôle plus cruel et plus total que n'importe quel autre despotisme dans le passé, et cela non seulement grâce aux méthodes modernes d'asservissement, mais surtout en raison de son caractère et du rôle monopoliste qu'il joue dans l'économie.

.....

« Staline ne peut qu'éclater d'un rire diabolique en voyant Rakoszi, Goeroe et leurs autres comparses « juifs », par leur propagande antisémite, tresser la corde qu'on leur mettra au cou. Ilya Ehrenbourg a beau chanter la gloire de l'impérialisme russe aux congrès de la paix, au Kremlin on a de lui une opinion bien définie. J'ai entendu Staline le traiter de lâche, et cela pendant la guerre, lorsque Ehrenbourg était à l'apogée de sa gloire antiallemande. Son esprit est beaucoup trop cosmopolite pour être aussi le leur. On a encore besoin de lui à cause des intellectuels cosmopolites français et autres. Mais ce sont là déjà ses derniers chants, les chants du cygne (mais seulement pour autant qu'ils sont les derniers); en réalité, ce n'est qu'un aboiement du chien qui ne peut plus servir et qui mendie ainsi une dernière bouchée de la main de son maître.

« L'antisémitisme souille et détruit tout ce qu'il y a d'humain dans l'homme, tous les sentiments démocratiques chez un peuple. Le stigmate de la honte, qu'il porte en lui, ne peut jamais être effacé devant l'histoire.

« Le degré que peut atteindre la fureur antisémite est le critère de l'asservissement d'un peuple par son régime réactionnaire. Mais l'antisémitisme nous montre aussi que ceux qui s'en servent sont déjà entrés dans la phase du commencement de la fin, même si leurs forces augmentent encore. »

Anticosmopolitisme et antisionisme : pseudonymes d'antisémitisme et de racisme

L'exposé qui précède doit être probant au lecteur de bonne foi. Il s'appuie en grande partie sur les études consciencieuses et bien documentées de G. Aronson, L. Baratz et G. Haganov déjà mentionnées, ainsi que sur les articles de S. Schwarz, E. Lyons, etc., enfin sur l'ouvrage d'ensemble du même S. Schwarz. Aucun communiste n'a été capable de réfuter, voire de contester ces divers travaux qui commandent le respect. Les faits parlent plus fort que les paroles trompeuses et injurieuses des néo-nazis du stalinisme.

La confusion créée et entretenue dans le public à propos de « cosmopolitisme » et de « sionisme » pour camoufler l'antisémitisme d'Etat mis en œuvre derrière le rideau de fer ne résiste pas au moindre examen. Le surcroît de confusion que tente d'ajouter M. André Fontaine, dans *Le Monde* du 21 janvier 1953, en écrivant : « Antijudaïsme serait plus exact » qu'antisémitisme, logomachie qui veut disculper Staline de tout « racisme », est plus que compensé par les nouvelles quotidiennes reçues de l'U.R.S.S. et de ses satellites. Elles indiquent toutes, ces nouvelles, une seule et même vaste machination accomplie selon diverses modalités et sous divers prétextes : la suppression d'une multitude de gens « d'origine juive », ce qui décèle exactement une conception raciste.

« Si vraiment un antisémitisme idéologique succède à l'antisémitisme racial qui avait lui-même remplacé l'antisémitisme religieux... », dit M. Jacques Madaule dans *Témoignage Chrétien* (30 janvier 1953), exprimant sa certitude « que ce nouvel antisémitisme ne revêtira pas une forme raciste », pour porter la logomachie à son comble. Cependant que toute la presse, dans la deuxième quinzaine de janvier 1953, publie des dépêches de Berlin, de

Vienne, de Budapest, de Moscou, sur « la chasse aux Juifs » ici, les « arrestations d'Israélites » là, « l'épuration antisémite » ailleurs, la « panique parmi les Juifs » autre part, tout cela dans des conditions qui ne laissent aucun doute sur la véracité de ces informations concordantes.

Les gens arrêtés, déportés ou pourchassés, les familles démembrées et déracinées, les parents et les enfants séparés, arrachés, ne savent pas comme M. Madaule si « ce nouvel antisémitisme ne revêtira pas une forme raciste », ou comme M. Fontaine si « cet antisémitisme... n'a pas de résonances racistes. ». Ils savent seulement que Staline les persécute sous prétexte de leur « origine juive » (et si ce n'est là du racisme, les mots n'ont plus de sens). Peu leur importe que *Le Monde*, *l'Observateur* et le *Rassemblement* assurent à l'unisson avec la presse communiste : « L'antisionisme n'est pas l'antisémitisme », ni même que « M. Kaganovitch continue à figurer parmi les collaborateurs de Staline » (*Monde* du 29 novembre 1953). Dans leur douleur, leur détresse et leur désespoir, tandis qu'on les déporte, ils n'apprécient même pas que M. Ehrenbourg ait reçu, pour jouer son vilain rôle, l'énorme sportule du prix Staline de 100.000 roubles.

On peut ergoter sur le vocabulaire mais non sur la réalité de la tragédie en cours. Et il n'est pas vrai qu'il s'agisse à présent de faits nouveaux et surprenants. Pour preuve suffisante, il y aurait entre autres l'article sur quatre colonnes d'Edmond Stevens dans *France-Soir* du 9 mars 1950, article rédigé sur des observations faites en 1948 et 1949 : *Israélites à l'index*, dit un gros titre, et *Les fonctionnaires juifs des zones d'occupation allemande et autrichienne ont été rappelés*, dit le sous-titre, et l'article corrobore d'avance toute la documentation mise ici à contribution.

Le 19 août 1952, *Le Monde* publiait des déclarations de M. Ben Gourion, premier ministre de l'Etat d'Israël,

où l'on pouvait lire : « Nous avons adressé au gouvernement soviétique une note officielle lui demandant d'accorder le visa de sortie aux Juifs qui désirent immigrer en Israël. Nous n'avons pas encore reçu de réponse. Nous pensons pourtant que le gouvernement de l'U.R.S.S. se rend compte que la formule d'autonomie n'a pas résolu le problème juif, puisque l'expérience de Birobidjan a échoué. Les Juifs de l'U.R.S.S. n'ont ni écoles ni journaux. Aucun motif raisonnable ne saurait être évoqué pour les empêcher d'émigrer. » Pour toute réponse, Staline a pris des mesures de terreur.

Ce terrorisme gouvernemental public et retentissant, préparé de longue main, fait suite à des mesures antérieures plus discrètes mais de même nature. Une logique interne les relie, qui dicte à Staline sa politique implacable de génocide pratiquée déjà sur la chair vive des populations de l'U.R.S.S. tombées sous son pouvoir. Il en sera des gens coupables d'origine juive comme de certains petits peuples musulmans du Caucase et d'autres minorités ethniques suspectes d'altérer le « monolithisme » du Parti et de l'Etat totalitaires.

Les modalités de conception et d'application n'importent guère et rien ne servirait de discuter à l'infini les détails quand la *ligne générale* se dessine de façon aussi nette. La mortalité qui sévit dans les bagues et les camps de concentration soviétiques (environ 12 % par an), les exigences en main-d'œuvre pénale qu'impliquent les grands travaux publics qui font l'admiration de touristes très *chrétiens* comme M. Jacques Madaule ou très *impartiaux* comme M. Michel Gordey, cette mortalité et ces exigences appellent de nouvelles légions de forçats. Après les opposants de toutes classes, après les pauvres koulaks, les allo-gènes douteux, les prisonniers de guerre, Staline livre au M.V.D. deux millions supplémentaires de têtes de bétail humain.

Il a déjà pu commettre impunément bien des crimes

pour consolider dans le sang son régime absolutiste. L'antisémitisme, filon millénaire qu'il n'avait pas encore exploité à fond, lui promet de nouveaux avantages. N'étant point embarrassé de principes, il sait faire son profit de l'expérience hitlérienne et pratiquer la judéophobie sans « passer la mesure », c'est-à-dire sans négliger de conserver bien en vue un Kaganovitch et un Ehrenbourg publicitaires. On peut compter sur son astuce pour exploiter au maximum quelques douzaines, ou quelques centaines de « Juifs utiles », lesquels d'ailleurs n'ont pas le choix. En revanche, il peut compter sur une immense passivité complice pour disposer à sa guise de millions d'êtres sans défense, aux fins d'une politique intérieure totalitaire.

A l'extérieur, dont il se soucie beaucoup moins que l'Occident le suppose, aucune force morale ni matérielle jusqu'ici ne lui a tenu rigueur du traitement atroce qu'il infligea aux Baltes, ni de la déportation en masse des Allemands de la Volga, des Tchetchènes du Caucase, des Tatares de Crimée. Il ne dissimule pas son mépris pour la rhétorique humanitaire qui le condamne en paroles sans lui nuire en fait. Il dispose de connivences internationales indéfectibles par ses partis communistes et leurs multiples satellites aux cent noms démocratiques ou patriotiques. Et il spéculé sans risque sur la complaisance peureuse d'une nuée d'auxiliaires intéressés ou bénévoles, pseudo-progressistes, pseudo-neutralistes, pseudo-pacifistes de « l'Occident pourri ». Les répercussions du procès de Prague et les échos du mélodrame judéo-médical de Moscou ne sont pas pour le détourner de sa ligne de conduite.

Si l'on observe en France, pour se limiter, les incidences de ces épisodes, il est visible que les calculs de Staline ne sont pas faux à court terme. L'antisémitisme a toujours été d'un rendement sûr. Mais on devait voir mieux encore.

« Les médecins assassins de Moscou auraient-ils été les instruments d'un nouveau centre terroriste clandestin ? »

se demande en gros titre *Le Monde* du 18 janvier qui non seulement traite d'assassins les victimes de Staline et invente un « nouveau » centre terroriste mais « ne saurait écarter *a priori* l'hypothèse » de ces assassinats et ajoute : « Ce qui pourrait incliner à l'admettre, c'est précisément le précédent du procès de 1938. » Et (toujours le même André Pierre) de faire état des « aveux » extorqués quinze ans plus tôt par la torture à des médecins évidemment innocents. Alors que *précisément* le précédent de 1938 *ne permet pas* d'incliner à l'admettre.

L'*Observateur* du 29 janvier récidive avec un article plus qu'équivoque et vulgaire du « cosmopolite » stalinien Alexander Werth, plein de « il semble », de renseignements faux, de commérages venimeux, d'explications de bas étage, avec référence à l'inévitable M. Gordey, le touriste-type qui n'a vu en U.R.S.S. ni camps de concentration, ni travaux forcés, ni totalitarisme, ni dictature, ni antisémitisme.

Ce M. Werth a quitté Moscou en 1948 et ne sait manifestement rien de ce qui s'est passé depuis (voir plus haut) mais il ne sait pas grand'chose non plus de ce qui s'était passé antérieurement à cette date. Comme les autres correspondants étrangers, il a dû vivre en vase clos, sans rapports sincères possibles avec la population, ruminant les mensonges officiels et de misérables anecdotes. Affectant l'objectivité comme M. Gordey, le modèle du genre, il veut bien relever « 5.000 Juifs » au tableau des décorations (à titre militaire) publié en 1942. Mais c'est pour ne pas donner le chiffre de 63.373, outre les 59 « Héros de l'Union Soviétique », figurant dans l'*Einigkeit* du 24 février 1945. Il conclut à la « nervosité » des dirigeants soviétiques devant des événements internationaux qui exigent le maximum (et même, si l'on ose dire, plus que le maximum) de vigilance. »

Mot pour mot, ce sont les termes mêmes des hommes du Kremlin qui motivent leurs pires cruautés policières

par la *vigilance* à opposer aux noirs desseins de l'Amérique. *Vigilance* est en effet le leitmotiv du dernier Congrès bolchéviste et de toute la presse communiste. Avant la guerre, la *vigilance* était de rigueur contre la France et l'Angleterre. M. Werth répète servilement une formule de propagande soviétique, sauf quand il parle de *nervosité* pour excuser l'antisémitisme stalinien et en rejeter la responsabilité sur les « événements internationaux », c'est-à-dire sur la politique américaine. La *nervosité* de Staline, en 1953, selon lui, motive assez les mesures antisémites prises dès 1948. C'est la faute des Américains. Et sur qui passer la *nervosité* des dirigeants sinon sur les « cosmopolites » d'origine juive ?

Sauf à citer des faits à n'en plus finir, ces exemples suffisent. Trop d'écrits, trop de paroles des uns, trop de silences des autres, dissuadent de se payer d'illusions et de croire que Staline, par ses persécutions raciales, va s'aliéner au dehors une partie de l'opinion publique auparavant gagnée à sa cause. Trop d'actes et d'attitudes aussi comme, devant les pendus de Prague, le comportement d'un J.-P. Sartre solidaire des pendeurs. Certes un bon commerçant des lettres sait cultiver sa clientèle éclectique et il y aura des larmes littéraires de crocodile pour « compenser » les collusions du coexistentialisme et, en même temps, s'entretenir une publicité profitable, dans l'indicible confusion générale. Mais pour l'essentiel, les partis pris sont bien pris et Staline peut aisément se permettre, comme Hitler, d'écraser les faibles qui n'ont que des défenseurs désarmés.

On verra, comme on en a tant vus, d'autres M. Gordey trop heureux, moyennant un « visa pour Moscou », de noircir et monnayer des centaines de pages pour ne rien dire du stalinisme, en délayant complaisamment des fadaises sur les Ballets russes, la Haute couture soviétique, les Parcs de culture et de repos. On verra, comme on en a tant vus, d'autres hommes d'affaires du journalisme,

de la littérature, de la politique, voire du commerce et de l'industrie, se ruer aux « Congrès d'intellectuels », aux « Rassemblements pour la paix », aux « Conférences économiques ».

On voit toujours quantité de nazis, de fascistes, de ci-devant « gardes de fer », rallier les partis communistes et leurs satellites. On voit encore des médecins « parisiens » (*sic*) assez vils pour accabler leurs confrères moscovites sans défense, au moment où Staline s'inspire des *Protocoles des Sages de Sion* pour déchaîner à nouveau ses dragonnades contre des ennemis imaginaires.

Et que n'a-t-on pas vu déjà ? Le 10 mars 1952, le gouvernement de Moscou proposait, pour conclure la paix avec l'Allemagne, un projet disant textuellement : « *Les droits civiques et politiques doivent être accordés à égalité avec tous les autres citoyens allemands à tous les anciens militaires de l'armée allemande, y compris les officiers et les généraux, à tous les anciens nazis.* » Cette initiative de réhabilitation du fameux « militarisme prussien » et du racisme antisémite hitlérien a été avalisée sans sourciller par la cohorte hétéroclite des « intellectuels » communistes et sympathisants, l'infatigable professeur Jeanne Lévy en tête, le fatigué professeur Jean Wahl en queue, fermement décidés à faire semblant de ne rien savoir et de ne rien comprendre dans l'abri confortable que leur assure une République bourgeoise débonnaire, sous l'égide de la force américaine.

Contrastant avec l'attitude des aveugles et sourds volontaires, il s'est trouvé pourtant des leaders de la gauche socialiste pour lire dans le double jeu stalinien. Ainsi Harold Laski, dès février 1950, écrivait dans le *Daily Herald* de Londres, à propos de l'antisémitisme : « Je connais peu de domaines politiques où les tactiques communistes aient été plus malhonnêtes et irresponsables... Maintenant que le « cosmopolitisme » est considéré comme une « déviation », les Juifs se trouvent déjà dans la zone de

danger. Telle est la signification qui se dégage de tous les rapports qui parviennent de ce monde à moitié caché où Moscou monte la garde » (*London Press Service*, 14 janvier 1953). Il suffisait donc d'un minimum d'information sérieuse et de perspicacité politique pour discerner, dans la persécution des « cosmopolites » en 1948-1949, ce que les prolongements de 1952-1953 allaient démontrer : l'imputation à crime de « l'origine juive ».

De même, à propos du pseudo Congrès pacifiste de Vienne mis en scène pour coïncider avec le procès antisémite de Prague, Aneurin Bevan disait, le 7 décembre 1952 : « Les socialistes qui vont au Congrès de la paix à Vienne devraient prêter attention à ce qui se passe à Prague. Le Congrès est un leurre (*a fake* : un truquage), un appât pour détourner l'attention des classes laborieuses occidentales de la réalité essentielle » (*Daily Herald*, 8 décembre 1952). *Le Monde* et *l'Observateur*, qui d'habitude font si grand cas d'Aneurin Bevan, ont eu bien soin d'ignorer cet avertissement, comme aussi l'ont ignoré les exhibitionnistes à la J.-P. Sartre : les volontaires de la cécité et de la surdité savent à quoi ils s'engagent en adhérant à la variante coexistentialiste du stalinisme.

Ni la fausse lettre répugnante signée Lisa London, accablant l'un des accusés de Prague, Arthur London, mari de la « signataire »; ni la fausse lettre encore plus répugnante signée du petit Thomas Frejka, fils de l'accusé Ludvik Frejka, demandant la peine capitale pour son « monstre » de père; ni enfin le suicide du malheureux enfant après que satisfaction lui eût été accordée par la pendaison de son papa, — rien n'a touché cette *intelligentsia* de notre « Occident pourri », comme disent à Moscou les sans-scrupules conscients qui utilisent, *pour un temps*, les dames Jeanne Lévy et les messieurs Jean Wahl.

Pour un temps, car il n'en faut pas douter, cela n'aura

qu'un temps. Le *London Press Service* déjà cité rapporte qu'un commentateur de la B.B.C. « a déclaré qu'avec l'extension du mouvement antijuif en Allemagne orientale, les communistes avaient trouvé un terrain d'entente avec les pires éléments néo-nazis ». C'est la réalisation, a-t-il ajouté, d'une prédiction faite dix ans auparavant. En effet, dans les « propos de table » d'Hitler, sténographiés et recueillis sur l'ordre de Martin Bormann, et dont l'authenticité est hors de question, il y a une parole prononcée par Hitler, en juillet 1942, selon laquelle « même Staline n'a pas caché à Ribbentrop qu'il se débarrasserait de l'élément juif dont il avait besoin temporairement pour former sa classe dirigeante, dès qu'une élite assez nombreuse aurait atteint la maturité nécessaire. » Un tel propos tenu dans le privé, en juillet 1942, prend toute sa signification dix ans après, à la lueur sinistre des actes de Staline.

Aussi comprend-on que d'Allemagne orientale, les derniers communistes coupables « d'origine juive » s'enfuient chaque jour et se réfugient dans l'enfer capitaliste d'Occident. Ils savent maintenant à quoi il faut s'attendre. Par les étroites fissures du rideau de fer à Berlin, ils s'évadent à jamais de leur « patrie socialiste » librement choisie à l'époque où ils auraient pu, mais n'ont pas voulu, choisir le sionisme. (Car des communistes ne sont pas, ne peuvent pas être sionistes).

Leurs congénères de Tchécoslovaquie, de Hongrie, eux, n'ont plus d'évasion possible. La police les traque et scelle leur sort définitif. La *Pravda* de Bratislava (27 janvier 1953) s'en prend soudain aux médecins d'origine juive sur un ton et dans des termes qui ne laissent aucun doute, bien qu'aucun d'eux n'ait soigné Jdanov. Les plus éminents médecins de Budapest ont été jetés en prison, parmi « cent quatre-vingts Israélites influents », au début de janvier (*Monde*, 7 février 1953). Telles sont les nouvelles quotidiennes du monde concentrationnaire et dont

certains font état pour laver Staline de tout soupçon d'antisémitisme.

« Le procès de Prague équivaut à l'aveu que Moscou ne peut gagner les cœurs dans les Etats satellites et affirme sa détermination de les tenir par la terreur », écrit Salvador de Madariaga dans le *New Leader* (12 janvier 1953). Et le grand penseur libéral espagnol observe avec raison que les hommes de Moscou « achèvent l'évolution qui fait d'eux les héritiers des nazis. Même Etat policier impitoyable; mêmes camps de concentration et d'extermination; mêmes occupation dominatrice et exploitation des pays voisins; et maintenant même usage des Juifs pour faire des expériences, que ce soit pour de soi-disant raisons scientifiques comme sous les nazis ou pour des raisons diplomatiques comme sous leurs imitateurs soviétiques. »

S. de Madariaga s'illusionne encore en prêtant à Staline des intentions expérimentales. Mais il est dans le vrai quand il dégage le sens foncièrement terroriste de la politique stalinienne. La terreur doit fatalement se substituer à la persuasion pour imposer la conception néo-raciste d'une nouvelle volonté de puissance qui tend à l'hégémonie universelle. L'histoire ne montre pas d'exemple de prétention aussi exorbitante qui n'ait fini très mal.

Le Gérant : Bernard DE BREVEDENT, 30, rue de Gramont, Paris (2^e)

Imp. GIRAULT, s. A., Saint-Cloud - Dépôt légal n° 310 - 3-53

BROCHURES PUBLIÉES PAR LE B. E. I. P. I.

- Le procès des camps de concentration soviétiques (1951).
- Communisme et religion : ce que l'on ne vous a pas dit (1951).
- Staline nous fait la guerre : le mécanisme de l'ingérence russe dans les affaires de la France (1951).
- Où sont les impérialistes ? (1951).
- L'émissaire de la paix ou les Français vus de Moscou : scénario d'un film paru dans une revue soviétique (1951).
- L'U.R.S.S. lance un S.O.S. : la Conférence économique de Moscou d'avril 1952 (1952).
- Les communistes contre les institutions parlementaires (1952).
- Faut-il tirer sur les Américains ? (1952).
- L'impossible Front national (1952).
- L'espionnage soviétique dévoilé (1952).
- Contre le communisme, par la loi : quand les démocraties se défendent (1952).
- Le Congrès de Vienne ou l'ultimatum soviétique (1952).
- Staline trahi par les siens (1953).

Association d'Études et d'Informations Politiques Internationales

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi de 1901

30, rue de Gramont, PARIS (2^e)

L'Association a pour but de faciliter l'étude des questions économiques, sociales, culturelles, politiques internationales, spécialement dans les domaines où l'information et la documentation sont insuffisantes.

Ses membres reçoivent chaque quinzaine le *B. E. I. P. I.* (Bulletin d'Études et d'Informations Politiques Internationales).

Rédigé par une équipe de spécialistes, ce Bulletin apporte à ses lecteurs des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale et notamment sur la politique des pays du bloc soviétique ainsi que sur le communisme lui-même. Ces dernières informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier ainsi que d'autres publications.

LE GÉRANT : BERNARD DE BRÉVEDENT, 30, RUE DE GRAMONT,
PARIS (2^e)